

Convention collective

IDCC : **2003 | INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, ÉLECTRIQUES,
ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES**

(Vosges)

(16 mars 1998)

(Bulletin officiel n° 1998-1 bis)

(Étendue par arrêté du 15 juin 1998,

Journal officiel du 25 juin 1998)

Accord de méthode du 15 mars 2022

relatif aux négociations territoriales des partenaires sociaux
visant à la mise en œuvre de la nouvelle convention collective nationale
(Vosges)

NOR : ASET2250554M

IDCC : 2003

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UIMM Lorraine,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFE-CGC Vosges ;

CFDT Métallurgie Grand-Est ;

US FO Métallurgie Vosges,

d'autre part,

Préambule

Dans l'industrie, le travail a considérablement évolué. En effet, nous ne travaillons plus aujourd'hui comme nous travaillions hier. Le système conventionnel en vigueur est donc devenu obsolète puisque ne correspond plus à la réalité des métiers, des environnements de travail mais également aux attentes des salariés et des entreprises.

Forte de ce constat, la branche de la métallurgie a donc initié, en 2016, les premières négociations auprès des organisations syndicales de salariés représentatives pour unifier, transformer et moderniser les dispositions conventionnelles existantes.

Il en résulte notamment l'accord national du 29 septembre 2021 modifié par avenant du 21 décembre 2021 qui prévoit de nouvelles étapes spécifiques accompagnant la mise en œuvre opérationnelle de la négociation de l'évolution du dispositif de branche de la métallurgie.

Aussi, les partenaires sociaux de la branche entendent favoriser la négociation d'accords autonomes de niveau territorial permettant de préserver l'équilibre du dispositif conventionnel.

L'UIMM Lorraine a donc, dans cette dynamique de branche, engagé auprès de ses partenaires sociaux une démarche d'information visant à présenter les nouveautés conventionnelles mais également les différences existantes avec les dispositions actuellement en vigueur. Un premier constat partagé réunissant toutes les organisations syndicales représentatives de salariés, a ainsi été engagé à l'automne 2021 afin de mettre en lumière les différences entre les normes conventionnelles actuelles et futures.

Le nouveau système conventionnel de la métallurgie, signé le 7 février 2022, s'articule ainsi autour d'une nouvelle convention collective nationale complétée d'accords autonomes nationaux portant sur l'emploi et la formation, la santé et la qualité de vie au travail, sur la gouvernance du nouveau régime de protection sociale complémentaire de la branche, ainsi que d'éventuels accords autonomes territoriaux portant sur certaines spécificités.

L'UIMM Lorraine et les organisations syndicales représentatives sont engagées aux côtés des entreprises et des salariés pour réussir le déploiement de ce nouveau dispositif conventionnel applicable au 1^{er} janvier 2024, à l'exception des dispositions relatives au nouveau régime de protection sociale dont la mise en œuvre est programmée pour le 1^{er} janvier 2023.

C'est dans cette optique, qu'une première réunion s'est tenue le 15 mars 2022 entre l'UIMM Lorraine et les organisations syndicales représentatives de salariés afin de définir ensemble les modalités de mise en œuvre de la négociation territoriale qui aura pour objet de permettre cette entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024, sans qu'il ne subsiste de concours de normes au niveau territorial.

Les parties signataires ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est identique à celui défini à l'article 1^{er} des clauses générales de la convention collective des industries métallurgiques, électriques, électroniques et connexes du département des Vosges.

Article 2 | Dispositions particulières aux entreprises de moins de 50 salariés

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 3 | Objet de la négociation

Conformément à ce qui est exposé dans le préambule du présent accord et afin de permettre l'entrée en vigueur effective des dispositions de la nouvelle convention collective nationale au 1^{er} janvier 2024 et au 1^{er} janvier 2023 pour le régime de protection sociale, la négociation a pour objectif de conformer les dispositions conventionnelles existantes à l'objectif poursuivi et de veiller à ne pas aboutir à un concours de normes en application de l'article 15 de la convention collective nationale de la métallurgie.

Une négociation loyale est engagée afin de prendre en compte les intérêts respectifs des entreprises et des salariés dans le but d'aboutir à la solution la plus adaptée à notre territoire.

Article 4 | Composition des délégations patronale et syndicales

Chaque délégation syndicale sera composée de 4 représentants maximums pour chacune des organisations syndicales représentatives de salariés dans le champ géographique de la

convention collective des industries métallurgiques, électriques, électroniques et connexes du département des Vosges.

La délégation patronale sera composée de 4 représentants patronaux maximum assistés de 3 permanents appartenant à l'UIMM Lorraine.

Article 5 | Calendrier

Conformément à l'accord du 29 septembre 2021, modifié par avenant du 21 décembre 2021, les négociations territoriales doivent être clôturées d'ici le 30 juin 2022.

Dans ce contexte, les parties signataires ont convenu du calendrier ci-dessous :

Réunion 1 : jeudi 7 avril à 14 heures.

Réunion 2 : mercredi 27 avril à 14 heures.

Réunion 3 : mardi 10 mai à 14 heures.

Réunion 4 : lundi 23 mai à 14 heures.

Les parties conservent la possibilité, en cas de nécessité et d'un commun accord, de modifier les dates initialement convenues ou de rajouter des réunions de négociations supplémentaires sans que cela ait pour effet de reporter le terme du présent accord.

Article 6 | Déroulement des réunions de négociation

Les réunions se tiendront dans les locaux de l'UIMM Lorraine, antenne de Remiremont, 8, rue Georges-Lang, BP 50031, 88201 Remiremont Cedex.

Toutefois, dans le contexte sanitaire actuel, si les conditions venaient à se dégrader empêchant expressément ainsi la tenue des réunions en présentiel, les réunions pourraient se tenir en distanciel, conformément aux recommandations des autorités publiques.

L'invitation et les documents relatifs à chaque réunion seront transmis par le secrétariat de l'UIMM Lorraine au secrétariat de chaque organisation syndicale par courrier(s) électronique(s) au moins 10 jours calendaires avant la tenue de celle-ci. Il appartiendra à l'organisation syndicale de transmettre ces éléments aux membres constitutifs de sa délégation.

En conséquence, il appartient à chaque organisation syndicale représentative de communiquer au secrétariat de l'UIMM Lorraine une (ou plusieurs) adresse(s) mail(s) valide(s) et de l'informer de toute modification de cette dernière.

Article 7 | Moyens spécifiques octroyés par l'UIMM Lorraine

Article 7.1 | Autorisations d'absence pour la participation aux réunions de négociations

Par dérogation aux dispositions de l'article 6 des clauses générales de la convention collective des industries métallurgiques, électriques, électroniques et connexes du département des Vosges, le temps de travail perdu afin de participer à la réunion de négociation sera indemnisé sur la base du salaire perdu.

Afin de ne pas alourdir les charges pesant sur les entreprises, la rémunération du salarié concerné lui sera versée par son employeur aux échéances habituelles de paie et sera remboursée par l'UIMM Lorraine à l'employeur sur justificatif de ce dernier.

L'employeur du salarié concerné adressera à l'UIMM Lorraine une facture en joignant l'attestation de présence du salarié et une copie du bulletin de paie de ce dernier.

Article 7.2 | Réunions préparatoires

La mise en place du nouveau dispositif conventionnel nécessite de bien maîtriser les enjeux qui en découlent ; les parties signataires reconnaissent ainsi la nécessité d'allouer des moyens spécifiques à la préparation des réunions de négociations.

Pour ce faire, et par dérogation aux dispositions de l'article 6 des clauses générales de la convention collective des industries métallurgiques, électriques, électroniques et connexes du département des Vosges, les parties conviennent que chaque organisation syndicale bénéficie d'un crédit de 35 heures afin de préparer chaque réunion de négociation. Ce crédit d'heures sera à répartir entre les participants aux réunions préparatoires. Chaque organisation reste libre de fixer la composition et les modalités d'organisation de ces réunions préparatoires.

Les membres des organisations syndicales participants à une réunion préparatoire devront en informer leur employeur au moins 48 heures avant (sauf accord exprès de l'employeur). La participation aux réunions préparatoires n'entraînera pas de perte de rémunération.

Afin de ne pas alourdir les charges pesant sur les entreprises, la rémunération du salarié concerné lui sera versée par son employeur aux échéances habituelles de paie et sera remboursée par l'UIMM Lorraine à l'employeur sur justificatif de ce dernier.

Pour chaque réunion préparatoire, le membre d'une organisation syndicale ayant participé à ladite réunion remettra à son employeur une attestation dont le modèle est annexé au présent accord.

L'employeur du salarié concerné adressera à l'UIMM Lorraine une facture en joignant l'attestation du salarié et une copie du bulletin de paie de ce dernier.

Article 7.3 | Remboursement de frais

Par dérogation aux dispositions de l'article 6 des clauses générales de la convention collective des industries métallurgiques, électriques, électroniques et connexes du département des Vosges, les parties conviennent que les membres d'une organisation syndicale appelés à participer aux réunions de négociations seront indemnisés sur les bases suivantes :

- les frais de déplacement sur la base de 0,35 euros par kilomètre (distance la plus courte entre le domicile du membre de la délégation et le lieu de réunion sur la base de Google Maps) ;
- les frais de repas, sur présentation d'un justificatif, sont indemnisés dans la limite de 19,40 euros par repas pour un total de 16 repas maximum, par organisation syndicale pour l'ensemble de la négociation (réunion préparatoire et réunion de négociation).

L'indemnisation sera effectuée par l'UIMM Lorraine par chèque.

Article 8 | Durée et entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée ; il expire le 30 juin 2022. Le bénéfice de ces dispositions conventionnelles dérogatoires ne pourra être invoqué par les parties au-delà de cette date.

Il entre en vigueur le lendemain de son dépôt auprès des services compétents du ministère du travail, à l'issue du délai d'opposition prévu aux articles L. 2232-6 et suivants du code du travail.

Article 9 | Révision

Le présent accord peut être révisé à tout moment pendant sa période d'application, par accord collectif conclu sous la forme d'un avenant.

Les organisations syndicales de salariés et professionnelles d'employeurs habilitées à engager la procédure de révision sont déterminées conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 du code du travail.

Article 10 | Dépôt

Le texte du présent accord sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes d'Épinal, dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Conformément à l'article L. 2231-5-1 du code du travail, le dépôt comprendra également une version anonyme du présent accord au format Word.

Article 11 | Extension

Compte tenu de la nature même du présent accord les parties signataires estiment que l'extension dudit accord ne se justifie pas.

Fait à Maxéville, le 15 mars 2022.

(Suivent les signatures.)

Attestation à compléter par le salarié en vue du remboursement de son employeur par l'UIMM Lorraine

1 feuille par participant.

Document à retourner à votre employeur (service RH) en vue du remboursement de l'absence rémunérée dans le cadre d'une réunion préparatoire (Cf. article 7.2 de l'accord de méthode du 15 mars 2022).

Réunion préparatoire à la réunion de négociation du :...

Date de la réunion préparatoire :...

Durée de la réunion préparatoire :...

Lieu de la réunion préparatoire :...

Organisation syndicale :...

Nom & Prénom du participant :...

Nom de l'entreprise :...

Adresse complète du domicile du participant :...

Adresse mail du participant (facultatif) :...

Fait à le...

Signature du participant ...

Note à destination de l'entreprise

Dans le cadre de la négociation territoriale relative à la mise en œuvre de la nouvelle convention collective nationale de la métallurgie qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024, votre salarié(e) a participé à une réunion préparatoire aux réunions de négociations.

Selon l'accord de méthode du 15 mars 2022, signé entre l'UIMM Lorraine et les organisations syndicales, il est prévu dans l'article 7.2 une autorisation d'absence rémunérée dans le cadre de la réunion préparatoire prise en charge par l'UIMM Lorraine (salaire brut + charges patronales).

Nous vous remercions de faire parvenir votre facture, accompagnée du présent document et de la copie du bulletin de paie de votre salarié à : UIMM Lorraine, Maison des industries technologiques, 4 rue Paul-Langevin, BP 95108, 57073 Metz.

Éléments obligatoires à faire figurer sur votre facture :

- réunion préparatoire à la réunion de négociation du...
- date de la réunion préparatoire :...
- nom du salarié :...
- 1 heure au taux horaire brut de...
- montant des charges patronales correspondant à 1 heure :...

Pour tout renseignement, vous pouvez contacter le secrétariat de l'antenne : secretariat@uimm-lorraine.fr